

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 28/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur 

BIOSTEAM

Parc Edonia - Bâtiment T
rue de la Terre Adélie
CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références : 20260428_BIOSTEAM_VI_ESP
Code AIOT : 0005806000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement BIOSTEAM implanté Route des Entreprises Jalonnement portuaire n° 4203 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 03/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28 avril 2026 a été annoncée à l'avance à l'exploitant par échange de courriels. Elle a porté exclusivement sur la thématique du suivi en exploitation des équipements sous pression et les canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées la veille de la visite par courriel de l'arrêt de la chaudière CSR (combustible solide de récupération) depuis le 25 avril suite à une panne sur un capteur de sécurité de niveau de la bache alimentaire de la chaudière.

La visite d'inspection a été conduite en référence aux arrêtés ministériels du :

- 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à

pression simples ;

- 08 août 2013 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOSTEAM
- Route des Entreprises Jalonnement portuaire n° 4203 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005806000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOSTEAM exploite une centrale de production d'énergie à partir de biomasse, de combustible solide de récupération (CSR) et de déchets combustibles sur le territoire de la commune de Gonfreville l'Orcher.

La chaudière, d'une puissance de 43,5 MWth, fournit de l'énergie (vapeur et eau chaude) à partir de déchets de bois et de CSR. L'établissement alimente le réseau de chaleur urbain du Havre (RESOCEANE), ainsi que des industriels de la zone portuaire (CHEVRON ORONITE, YARA et SAFRAN).

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée | Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 2 | Équipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 3 | Équipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I | Sans objet |
| 4 | Équipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 | Sans objet |
| 5 | Équipements | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|--|-------------------|
| | sous pression | article 16 | |
| 6 | Équipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 | Sans objet |
| 7 | Équipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 28 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de l'exploitant ont été mises en service en octobre 2023. Le jour de la visite d'inspection, les documents de l'exploitant, relatifs au suivi des équipements sous pression du site, faisaient état de 4 contrôles de mise en service non réalisés alors qu'ils auraient dû être faits en octobre 2023 : l'exploitant a pris des engagements fermes de réalisation de ces contrôles avant la fin juin 2026.

Des actions correctives et des justificatifs sont par ailleurs attendus pour certains points de constat de la visite d'inspection du 28 avril 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Application de l'arrêté |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté est applicable aux canalisations de transport d'eau surchauffée dont la température peut excéder 120° C ou de vapeur d'eau, mentionnées au V de l'article 2 du décret du 13 décembre 1999 susvisé et répondant simultanément aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la canalisation ne relève pas du code minier ; - la canalisation ne fait pas partie d'une installation mentionnée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ; - la pression maximale admissible est supérieure à 0,5 bar ; - la dimension nominale (DN) est supérieure à 32 ; - le produit de la pression maximale admissible (exprimée en bar) par la dimension nominale est supérieur à 1 000 bar. <p>Cet arrêté définit les prescriptions applicables à la fabrication et à l'évaluation de conformité de ces canalisations et leurs conditions d'entretien et de surveillance.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au début de la visite d'inspection, en salle, l'exploitant a présenté les activités du site et le devenir de la vapeur d'eau et de l'eau surchauffée produites par la combustion des matières combustibles réceptionnées sur le site.</p> <p>L'eau déminéralisée nécessaire au fonctionnement de la chaudière est fournie par l'entreprise YARA, voisine du site BIOSTEAM, par une tuyauterie. De la vapeur haute pression 120 bars est vendue à cet industriel par une tuyauterie qui n'est pas concernée par l'arrêté du 08 août 2013 et relève de la réglementation du suivi des équipements sous pression. A noter que l'industriel YARA</p> |

retourne les condensats (vapeur condensée après récupération de l'énergie sur un échangeur) à BIOSTEAM pour réutilisation de cette eau chaude sous pression dans le process de la chaudière. De l'eau surchauffée est envoyée par une canalisation enterrée depuis BIOSTEAM vers le pont VII bis. Cette canalisation est sous la responsabilité de BIOSTEAM. Elle semble ne pas être concernée par la réglementation applicable aux canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée, en raison de la température de l'eau surchauffée inférieure à 120 °C. L'exploitant confirmera la non soumission de sa canalisation d'eau surchauffée à la réglementation par un argumentaire détaillé, relatif notamment à la température de l'eau surchauffée et les dimensions de la canalisation. Au niveau du pont VII bis, la canalisation d'eau surchauffée rejoint le réseau d'eau chaude exploité par RESOCEANE et une canalisation dédiée, sous la responsabilité de BIOSTEAM, alimente le site de SAFRAN Nacelles en eau chaude.

De la vapeur d'eau est vendue à l'usine CHEVRON ORONITE par une canalisation enterrée sous la responsabilité de BIOSTEAM. Cette canalisation transporte de la vapeur d'eau à une pression de 22 bars et 220 °C. L'inspection des installations classées, et son service spécialisé des appareils à pression, n'a reçu aucun élément ou dossier relatif à cette canalisation qui est en service depuis le début de l'année 2026, d'après les déclarations de l'exploitant le jour de la visite d'inspection. Cette canalisation est très probablement concernée par la réglementation applicable aux canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée en raison du produit de la pression maximale admissible (exprimée en bar) par la dimension nominale (soumise si le produit est supérieur à 1 000 bar). L'exploitant devra confirmer cette soumission et se mettre en conformité vis-à-vis de l'arrêté du 08 août 2013. L'exploitant a expliqué ne pas avoir encore réceptionné cette tuyauterie, en attente de la levée de certaines réserves qu'il a émises à l'encontre du constructeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de confirmer par un retour écrit laquelle (ou lesquelles) de ses canalisations de distribution de vapeur ou d'eau surchauffée est concernée par l'arrêté du 08 août 2013, dans un délai de 15 jours.

Pour les canalisations concernées par cet arrêté, l'exploitant prendra contact avec le service régional des appareils à pression pour la transmission des documents et dossiers prévu par l'arrêté du 08 août 2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Par courriel du 21 avril 2026, à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression du site BIOSTEAM (fichier informatisé), constituée de 3 parties :

- un onglet vapeur et air comprimé
- un onglet groupes froids
- un onglet tuyauteries

L'inspection s'est intéressée en détail aux équipements liés à la vapeur et à l'air comprimé ainsi qu'aux tuyauteries. Le sujet des groupes froids n'a pas été abordé lors de l'inspection avec l'exploitant, mais l'inspection a constaté durant l'examen de la liste que des éléments d'information sur les 6 groupes froids recensés sont manquants : l'exploitant est invité à poursuivre son travail de recensement pour compléter sa liste.

Concernant les équipements liés à la vapeur et à l'air comprimé, l'examen attentif de la liste de l'exploitant conduit aux observations suivantes :

- il manque une colonne liée au régime de surveillance : sans plan d'inspection dans le cas de BIOSTEAM ;
- il manque la référence réglementaire liée au régime de fabrication ;
- après la colonne de calcul du $(PS) \times (\text{volume})$ de l'équipement, une colonne précisant la soumission à une déclaration de mise en service et un contrôle de mise en service faciliterait la lecture du document ;
- il manque une colonne avec la date de la dernière inspection périodique ;
- pour les équipements concernés, il serait utile de faire figurer la date de la déclaration de mise en service
- plusieurs équipements n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de mise en service selon la liste de l'exploitant ;
- pour la partie liée à la chaudière, des dates de fabrication sont manquantes.

L'examen de l'onglet tuyauteries n'amène pas d'observation supplémentaire par rapport à celles formulées pour l'onglet vapeur et air comprimé.

L'exploitant a fait figurer dans sa liste plusieurs bouteilles de gaz sous pression, qui sont associées à des dispositifs de surveillance et d'extinction d'armoire électrique ou locaux électriques. Sur le terrain, par sondage, l'inspection a contrôlé 3 bouteilles situées à deux endroits différents : les bouteilles contrôlées portent un marquage "pi" sur le dispositif fixé en haut de la bouteille. Ce marquage signifie que les bouteilles d'extinction ne sont pas soumises aux prescriptions de l'arrêté du 20 novembre 2017 et dépendent d'une réglementation particulière associée aux équipements sous pression transportables (réglementation du transport).

Dans la liste transmise par l'exploitant, deux tronçons de tuyauteries soumises et deux récipients sont concernés par un contrôle de mise en service qui reste à faire, d'après le document. Ces contrôles auraient dû être réalisés à la suite de la déclaration de mise en service et avant la première mise en service de l'équipement. La date de mise en service de ces équipements, toujours selon le document de l'exploitant, est le 11 octobre 2023. L'inspection a proposé à l'exploitant de transmettre rapidement, à l'issue de la visite, des éléments attestant d'une commande auprès d'un organisme spécialisé pour la réalisation de ces contrôles de mise en service et une date de réalisation. Après relance le 26 mai 2026, l'exploitant a transmis par courriel une proposition de son organisme habilité ainsi qu'un bon de commande daté du 27 mai 2026, pour la réalisation de 5 contrôles de mise en service. En effet, après revue documentaire avec son organisme habilité, l'exploitant a identifié un équipement supplémentaire devant faire

l'objet d'un contrôle de mise en service (présurchauffeur SCR). Dans son courriel, l'exploitant s'est engagé à faire effectuer ces contrôles à la remise en service de ses installations mi juin 2026, après l'arrêt technique annuel en cours au moment de la rédaction du présent rapport. Sur la base de ces éléments transmis le 27 mai 2026, l'inspection des installations classées ne propose pas à M. le préfet de mettre en demeure la société BIOSTEAM de réaliser les contrôles de mise en service des équipements concernés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour sa liste des équipements sous pression en tenant compte des observations et remarques formulées dans le point de constat, dans un délai d'un mois à réception du rapport.

L'inspection demande également à l'exploitant de lui transmettre les compte rendus des contrôles de mise en service des 5 équipements en retard de contrôle dans un délai de deux mois à réception du rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la

période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

Constats :

L'inspection des installations classées a procédé à l'examen, par sondage, du dossier d'exploitation de la chaudière, de certains de ses faisceaux et d'un échangeur à plaque (inclus dans un compresseur d'air).

L'exploitant a transmis avant la visite les éléments demandés par l'inspection des installations classées relatifs à la chaudière, à savoir :

- la notice constructeur de la chaudière et son dossier de fin de fabrication ;
- le dossier de fin de fabrication des faisceaux vaporisateur et surchauffeur ;
- le rapport de la première inspection périodique de la chaudière ;
- un programme de contrôle des tuyauteries soumises de vapeur.

Ces éléments font partie du dossier d'exploitation de la chaudière et n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection. Sur le terrain, l'inspection a pu constater la présence sur le logiciel de supervision, en salle de contrôle, d'une matrice de sécurité chaudière qui reprend toutes les fonctions de sécurité associées à l'exploitation en sécurité de la chaudière. L'inspection a vérifié la présence d'un marquage cohérent avec les notices pour un faisceau surchauffeur, pour le ballon chaudière et pour un faisceau économiseur.

Pour l'échangeur à plaque, l'inspection a demandé à consulter sa notice d'entretien durant la visite. Le système de gestion informatisée de l'exploitant n'a pas permis d'accéder à la notice. Elle a néanmoins été transmise à l'issue de la visite. Sur le terrain, l'inspection a vérifié que la soupape de sécurité de l'un des quatre compresseurs figurant sur la liste était cohérente avec la pression maximale admissible retenue de 14 bars : la pression de tarage de la soupape est de 14 bars.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de mettre à jour sa gestion informatisée des équipements sous pression, en associant à chaque équipement les documents, plans, rapports, etc... qui le concernent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des inspections périodiques (sans plan d'inspection)

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

| |
|--|
| <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p> <p>Constats :</p> <p>A la date de la visite d'inspection, le seul équipement sous pression du site concerné par une inspection périodique était la chaudière avec une fréquence de deux ans entre chaque inspection périodique. Les autres équipements, avec une mise en service le 11 octobre 2023, n'avaient pas atteint la date de première inspection périodique le jour de la visite d'inspection.</p> <p>Dans la liste des équipements sous pression du site, plusieurs inspections périodiques sont à réaliser avant le 1er juin 2026, soit 30 mois environ après la mise en service. L'exploitant a expliqué cette planification par un arrêt technique annuel programmé fin mai 2026.</p> <p>Le compte rendu de la première inspection périodique de la chaudière fait état d'un contrôle le 04 juin 2025 : le délai de deux maximum pour la réalisation de l'inspection périodique est respecté.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|--|

N° 5 : Équipements sous pression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Complétude des inspections périodiques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.</p> <p>II. - L'inspection périodique comprend : une vérification extérieure ;</p> |

une vérification intérieure dans le cas :

des générateurs de vapeur ;

des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées.

[...]

une vérification des accessoires de sécurité ;

et des investigations complémentaires, autant que de besoin.

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification :

- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ;

- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ;

- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :

- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;

- de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;

- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.

Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.

III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :

- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ;

- si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives européennes applicables à la conception et la fabrication ;

- du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté.

Constats :

Le compte rendu d'inspection périodique de la chaudière de BIOSTEAM du 04 juin 2025 mentionne :

- une vérification extérieure satisfaisante ;
- une vérification intérieure satisfaisante ;
- un examen satisfaisant des accessoires sous pression ;
- une vérification satisfaisante des accessoires de sécurité ;
- une vérification satisfaisante des dispositifs de régulation de l'alimentation en eau et de la régulation de charge ;

- des essais satisfaisants pour les accessoires de sécurité associés au manque d'eau et à l'excès de pression ;
- une vérification satisfaisante des niveaux d'eau de la bêche alimentaire, de la pression de combustible, du défaut d'air comburant et de la détection de flamme.

Les prescriptions de l'article 16 sont respectées.

L'inspection des installations classées a noté une date de rédaction du rapport au 17 février 2026, soit près de 8 mois après l'intervention : ce délai est anormalement long et l'inspection recommande à l'exploitant de s'assurer d'une transmission rapide des compte rendus d'inspection périodique de ses équipements auprès de son organisme habilité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des requalifications périodiques

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;

- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;

- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

Constats :

Aucun équipement sous pression du site BIOSTEAM n'a atteint la date d'une requalification périodique. Les équipements sous pression du site ont été installés neufs et mis en service en octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Intervention notable

Prescription contrôlée :

I. - Une intervention est considérée comme notable lorsqu'elle ne relève pas de l'article 27 et qu'elle est susceptible d'avoir une incidence sur la conformité de l'équipement aux exigences essentielles de sécurité qui lui sont applicables.

A l'issue de l'intervention, l'exploitant ou la personne compétente ayant procédé à l'intervention établit une déclaration de conformité vis-à-vis des exigences définies, selon le cas, au II ou au III du présent article, pour les parties réparées ou modifiées. Cette déclaration est annexée au dossier d'exploitation.

II. - Dans le cas où l'intervention est considérée comme notable, l'équipement est soumis à un contrôle après intervention dont l'objet est de vérifier qu'il satisfait toujours aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement.

Sauf justification argumentée de l'exploitant, les valeurs des coefficients de sécurité, pour le calcul des contraintes admissibles, ainsi que celles des coefficients de joint sont a minima celles retenues lors de la conception et la fabrication.

III. - Pour les équipements régulièrement fabriqués antérieurement au marquage CE, le contrôle après intervention peut être réalisé en référence aux exigences essentielles de sécurité définies dans les articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement, dans les conditions particulières suivantes : [...]

IV. - Le contrôle après intervention peut être limité aux parties réparées ou modifiées, sous la responsabilité de l'exploitant.

V. - Le contrôle après intervention est réalisé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté. [...]

Constats :

Aucune intervention notable n'a été réalisée sur la chaudière depuis le dernier arrêt annuel de juin 2025, selon les déclarations de l'exploitant. Une seule intervention, non notable, a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées le jour de la visite d'inspection. Il s'agit de la pose d'un dispositif de contrôle de fuite sur le presse-étoupe d'une vanne tout ou rien sur un évent vapeur. La remise en état du presse-étoupe est programmée en juin 2026 durant l'arrêt technique.

Type de suites proposées : Sans suite